

UNION EUROPÉENNE

LES QUINZE ET LA CRISE IRAKIENNE

Les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'**UNION EUROPÉENNE** – non compris les pays de la future Europe à 25 – sont parvenus, lundi 17 février à Bruxelles, lors de leur sommet extraordinaire

consacré à l'Irak, à une **POSITION COMMUNE** : soutien au processus d'inspections en vue d'obtenir le désarmement complet du régime de Bagdad et menacé, en **DERNIER RECOURS**, de l'usage de la force. L'Eu-

rope reconnaît que la pression militaire américaine a permis la reprise des inspections mais insiste pour que l'ONU demeure « au centre de l'ordre international ». Les **COMPROMIS** de la déclaration ne dissimu-

lent que partiellement les **DIVERGENCES** qui ont traversé l'Europe face à la menace d'un conflit en Irak. Jacques Chirac s'est livré à une **CRITIQUE** très peu diplomatique des pays qui ont soutenu George Bush.

Les Européens pressent Saddam Hussein de désarmer

Dans une déclaration commune adoptée au sommet de Bruxelles, l'UE masque ses divergences sur son rôle dans un éventuel conflit avec l'Irak et appelle Bagdad à saisir sa « dernière chance ». Mais le processus des inspections « ne peut durer indéfiniment » et l'Union envisage le recours à la force

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'Union européenne a accompli, lundi 17 février, la tâche qu'elle s'était fixée, et qui était de retrouver – en tout cas d'afficher – son unité face à la crise irakienne. Elle est aussi allée plus loin : elle a nettement haussé le ton face à Saddam Hussein, en évoquant pour la première fois avec détermination le recours à la force et en l'avertissant qu'il disposait d'une « dernière chance ».

Le texte approuvé par les quinze chefs d'Etat et de gouvernement est un modèle de compromis communautaire, tant il atteste les concessions faites à la fois par ceux qui réclamaient une attitude plus belliciste de l'Union envers l'Irak, et par ceux qui y étaient opposés, préférant la stratégie du désarmement via les inspecteurs des Nations unies.

Les premiers, la Grande-Bretagne et l'Espagne notamment, et les seconds, la France et l'Allemagne en particulier, siègent ensemble au Conseil de sécurité de l'ONU, et il reste à voir si leur unité, célébrée à Bruxelles, perdurera à New York. Il faut donc l'optimisme de Jacques Chirac pour assurer que « la mini-crise en Europe a été, semble-t-il, surmontée ». Dans l'immédiat, et même si ce consensus européen est remis ultérieurement en cause, les Quinze ont proclamé leur volonté de revenir à une position commune proche de celle que leurs ministres des affaires étrangères avaient exprimée le 27 janvier.

La « lettre à Washington » écrite par huit pays européens avait pro-



PANCHO

voqué une forte tension diplomatique au sein de l'Union, qu'il était urgent de réparer, et chacun a compris que les impressionnantes manifestations en faveur de la paix qui ont eu lieu sur le continent exigeaient une démarche unitaire.

PRESSION POPULAIRE

La ligne va-t-en-guerre des chefs de gouvernement britannique et espagnol, Tony Blair et José Maria Aznar, ayant été sérieusement remise en cause par la pression populaire, Ana Palacio, la

ministre espagnole des affaires étrangères, s'est dite « fière d'appartenir à un pays qui a organisé de telles manifestations », et Jack Straw, son homologue britannique, a fait contre mauvaise fortune bon cœur, indiquant qu'il fallait « toujours écouter l'opinion publique », même si celle qui s'exprime dans la rue n'est pas « toute l'opinion publique britannique ».

L'Allemagne est sans doute le pays qui a fait le pas le plus important, en acceptant de se rallier à un texte qui fait référence à plusieurs reprises à l'utilisation de la force.

« La guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours », ont indiqué les Quinze, qui notent que « le renforcement des capacités militaires [des Etats-Unis dans la région] a joué un rôle essentiel pour que soit obtenu le retour des inspecteurs ». Ce texte signifie-t-il que l'Allemagne a renoncé à sa position traditionnelle de ne pas participer à une action armée, et de ne pas voter au Conseil de sécurité une résolution qui légitimerait l'usage de la force ? Rien n'est moins sûr.

CONCESSIONS SIGNIFICATIVES

Lundi, le porte-parole du gouvernement allemand rappelait que Berlin « continue à exclure la guerre, même en dernier recours ». Subtil distingué entre la position « communautaire » de l'Allemagne et celle qu'elle adopterait si elle devait, seule, se déterminer devant la perspective d'une guerre ? Probablement. Lundi soir, le chancelier Gerhard Schröder s'est contenté d'expliquer que le texte était « le résultat d'un compromis entre les différents points de vue ». Les concessions consenties par Tony Blair sont tout aussi significatives.

Les Quinze ont en effet réaffirmé leur volonté d'aboutir au désarmement de l'Irak de manière pacifique, en soutenant « pleinement le travail que mènent actuellement les inspecteurs des Nations unies », mais en soulignant que ces inspections ne pourront se poursuivre « indéfiniment » en l'absence d'une « coopération totale » de Bagdad. « Il faut leur donner le

temps et les ressources dont le Conseil de sécurité estime qu'ils ont besoin », ont-ils précisé, ce qui va dans le sens du point de vue défendu par la France.

Jack Straw a pour sa part estimé que le fait pour Saddam Hussein de respecter ses obligations n'a rien à voir avec « une question de temps », tout en rappelant qu'« il

adopte une attitude plus souple s'agissant de la nécessité d'une seconde résolution de l'ONU pour soutenir l'usage de la force.

Jack Straw a estimé que la résolution 1441 « donne le mandat dont nous avons besoin », mais, a-t-il ajouté, « nous préférierions obtenir une seconde résolution ». Sur ce point, le différend franco-britannique

Kofi Annan : éviter les querelles

Le secrétaire général des Nations unies a-t-il été l'artisan de l'unité européenne retrouvée ? Invité au sommet des Quinze par la présidence grecque, Kofi Annan a demandé aux dirigeants européens de se concentrer sur le désarmement de l'Irak. « Il est important que nous nous concentrons sur cette tâche principale et que nous évitions la tendance à nous quereller », a-t-il expliqué. « J'ai exprimé mon inquiétude au sujet des tensions qui ont émergé entre les nations et dans la relation transatlantique. (...) Nous ne pouvons pas permettre de telles tensions ni les laisser en l'état pendant longtemps », a-t-il ajouté. M. Annan a rappelé qu'aucun délai n'a été fixé pour la mission des inspecteurs de l'ONU dans la résolution 1441, mais, a-t-il ajouté, « le Conseil peut décider qu'on est en train de perdre notre temps et qu'il faut arrêter » les inspections. C'est au Conseil de déterminer s'il y a, de la part de l'Irak, des « violations patentes » pouvant justifier l'usage de la force, a insisté Kofi Annan. – (Corresp.)

n'a fallu que neuf inspecteurs » pour arriver à un désarmement du régime sud-africain du temps de l'apartheid. Les inspecteurs de l'ONU, a abondé Ana Palacio, « ne peuvent remplacer la volonté de désarmer. Pour avoir celle-ci, il ne faut pas beaucoup de temps. Il ne s'agit pas de changer les termes de référence de la résolution 1441 », a-t-elle insisté. Londres n'a pas obtenu de faire figurer dans le texte commun la mention selon laquelle « le temps [laissé à Saddam Hussein] s'épuise rapidement ». Le gouvernement britannique semble avoir

que reste entier. Le président français a souligné : « Il n'est pas nécessaire aujourd'hui d'avoir une deuxième résolution, à laquelle la France ne pourrait que s'opposer. »

A l'évidence, les Quinze ont préféré ne pas s'appesantir sur ce que seraient leurs positions respectives face à l'imminence d'une intervention militaire en Irak, se contentant de prendre le temps qu'ont fait gagner les rapports de Hans Blix et Mohamed ElBaradei devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

↳ Réunion à Matignon mardi 18 février

Le premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, devait présider à Matignon, mardi 18 février en fin de matinée, une réunion d'information sur la crise irakienne. Le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, son homologue du Sénat, Christian Poncelet, ainsi que les présidents des groupes parlementaires, des commissions des affaires étrangères et de la défense des deux Assemblées, étaient conviés à cette réunion destinée à évoquer « la situation internationale » et notamment « les derniers développements concernant l'Irak ». Matignon avait annoncé ce rendez-vous dans un communiqué en date du 13 février.

La discussion devait également porter sur le débat qui doit être prochainement organisé au Parlement français. Dans un entretien au *Monde* (daté 16-17 février), M. Debré avait souhaité que ce débat soit conclu par un vote. « Il faut que la représentation nationale dise si elle soutient cette politique [conduite par la France] et comment », avait-il indiqué.

VOICI les principaux extraits de la déclaration commune adoptée par les Quinze à l'issue du sommet extraordinaire de Bruxelles.

« Nous tenons à ce que les Nations unies demeurent au centre de l'ordre international (...). C'est au Conseil de sécurité qu'il incombe au premier chef de traiter du désarmement de l'Irak.

L'objectif de l'Union demeure le désarmement total et effectif de l'Irak conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, notamment à la résolution 1441. Nous souhaitons atteindre cet objectif de manière pacifique. Il est clair que c'est ce que veulent les populations de l'Europe. La guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours. Il appartient au régime irakien de mettre un terme à cette crise en se conformant aux exigences du Conseil de sécurité.

Nous réaffirmons que nous soutenons pleinement le travail que mènent actuellement les inspecteurs

des Nations unies. Il faut leur donner le temps et les ressources dont le Conseil de sécurité des Nations unies estime qu'ils ont besoin. Toutefois, les inspections ne pourront se poursuivre indéfiniment en l'absence d'une coopération totale de l'Irak. A cet égard, il faut notamment que soient fournies toutes les informations supplémentaires et spécifiques concernant les questions qui ont été soulevées dans les rapports des inspecteurs.

Le régime de Bagdad ne devrait se faire aucune illusion : l'Irak doit désarmer et coopérer immédiatement et intégralement. C'est pour l'Irak la dernière chance que la crise puisse être résolue d'une manière pacifique. Le régime irakien sera le seul responsable des conséquences s'il continue à se jouer de ce que veut la communauté internationale et ne saisit pas cette dernière chance.

Nous reconnaissons qu'une unité et une fermeté de la communauté internationale, qui se sont traduites par l'adoption unanime de la résolution 1441, et le renforcement des capacités militaires, ont joué un rôle essen-

tiel pour que soit obtenu le retour des inspecteurs (...). Nous œuvrons avec les pays arabes et avec la Ligue arabe (...). L'Union européenne réaffirme qu'elle est fermement convaincue de la nécessité de dynamiser le processus de paix au Moyen-Orient et de résoudre le conflit israélo-palestinien. Nous continuons à préconiser la mise en œuvre rapide de la feuille de route approuvée par le « Quartette ». La terreur et la violence doivent cesser. Les activités de colonisation le doivent également. Il est nécessaire d'accélérer les réformes palestiniennes et, à cet égard, la déclaration du président Arafat selon laquelle il désignera un premier ministre constitue une mesure bienvenue.

(...) Pour traiter ces problèmes, il est vital que la communauté internationale soit unie. Nous sommes déterminés à travailler avec tous nos partenaires, en particulier avec les Etats-Unis, pour obtenir le désarmement de l'Irak, la paix et la stabilité dans la région ainsi qu'un avenir décent pour toutes les populations qui y vivent.

« La guerre n'est pas inévitable »

« Embuscade » et « isolement virtuel »

Une fois de plus, c'est dans la presse britannique que les réactions sur l'Irak ont été les plus tranchées. Le *Daily Mail* affirme sur sa « une » que Jacques Chirac a « attiré dans une embuscade » Tony Blair qui essayait de défendre à Bruxelles sa position sur l'Irak. Pour le *Guardian*, la position de la France « a anéanti les minces espoirs que l'Europe serait capable de faire la soudure entre ceux qui soutiennent la rhétorique américaine et ceux qui demandent plus de temps pour les inspections ». Le *Mirror*, qui fait campagne contre toute action militaire en Irak, estime que Tony Blair est « virtuellement isolé en Europe alors que les dirigeants de l'Union européenne ont rejeté son empressement pour une guerre en Irak ». Le quotidien populaire *The Sun* qualifie Tony Blair de « vrai leader » pour avoir « refusé tout compromis ». The *Times* affirme que les dirigeants se sont montrés « plus disposés qu'avant à accepter un communiqué qui indique que la force est un dernier recours possible ». Pour *The Independent*, la France a « approfondi la crise politique de Tony Blair ». — (AFP)

M. Chirac fustige les pays candidats « pas très bien élevés » trop prompts à soutenir Washington

BRUXELLES

de notre bureau européen

Invités à rencontrer, mardi 18 février, au lendemain du sommet européen extraordinaire, les représentants de la « troïka » européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement des treize pays candidats auront sans doute un autre sujet de conversation que le résultat de la réunion des Quinze, dont ils auront lu les détails dans les journaux : la volée de bois vert que Jacques Chirac a adressée, la veille, à ceux d'entre eux qui ont pris le parti de manifester, sous forme épistolaire, leur solidarité transatlantique, quitte à participer d'une désunion de l'Europe dans le cadre de la crise irakienne.

Se départissant du ton diplomatique, le président français s'en est pris aux pays « qui ont perdu une bonne occasion de se taire » en choisissant de signer la « lettre des huit » (Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Portugal, Danemark, Pologne, Hongrie et République tchèque) témoignant de leur solidarité envers Washington, ainsi qu'aux dix pays de l'Europe ex-communiste du « groupe de Vilnius », qui ont fait de même.

« Ces pays ont été à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine », a souligné M. Chirac.

UNE DÉMARCHÉ « DANGÉREUSE »

« Je trouve que la Roumanie et la Bulgarie ont été particulièrement légères de se lancer ainsi, alors que leur position est déjà très délicate à l'égard de l'Europe. Si elles avaient voulu diminuer leurs chances de rentrer dans l'Europe, elles ne pouvaient pas trouver meilleur moyen », a insisté le chef de l'Etat. Ces pays, a poursuivi M. Chirac, ont fait preuve d'une « certaine légèreté ». « Entrer dans l'Union, a-t-il expliqué, cela suppose tout de même un minimum de considération pour les autres, un minimum de concertation. Si, sur le premier sujet difficile, on se met à donner son point de vue indépendamment de toute concertation avec l'ensemble dans lequel on veut entrer, alors ce n'est pas un comportement bien responsable. En tout cas, ce n'est pas très bien élevé. » Au-delà du côté « un peu enfantin » de leur

démarche, a expliqué M. Chirac, celle-ci est « dangereuse » puisque plusieurs pays, parmi les Quinze, vont devoir ratifier l'élargissement par référendum. « Or on sait très bien que, déjà, les opinions publiques, comme toujours quand il s'agit de quelque chose de nouveau, ont accueilli l'élargissement avec quelques réserves, sans toujours comprendre l'intérêt qu'elles valent à l'approuver. » Ces « écarts » des pays candidats risquent de renforcer « un sentiment d'hostilité » dans l'opinion publique des Quinze, a conclu Jacques Chirac. La diatribe du président français risque d'être d'autant plus mal ressentie dans les capitales des pays visés que la France est réputée, avec l'Allemagne (et avec le soutien de la Grèce), s'être opposée à l'invitation des pays candidats lors du sommet européen de lundi.

Cette interprétation a été démentie par un haut diplomate français, pour qui il ne fait, en revanche, guère de doute que la Grande-Bretagne et l'Espagne étaient favorables à cette invitation, dans le but de rééquilibrer le sommet à leur profit, et dans le sens atlantiste. Plusieurs capitales des

pays candidats n'ont pas caché leur irritation de n'avoir été conviés que le lendemain pour être « informées » des conclusions du sommet. La Pologne, notamment, a fait savoir que son premier ministre, Leszek Miller, ne ferait pas le voyage de Bruxelles.

La critique virulente du président français a sans doute été alimentée par les propos de Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, qui avait opposé la « nouvelle Europe », incarnée par les pays candidats qui ont manifesté leur soutien à Washington, à la « vieille Europe », au sein de laquelle il rangeait manifestement la France et l'Allemagne. Remerciant la Grèce pour la tenue du sommet M. Chirac a salué, lundi, ce « brillant témoignage de la « vieille Europe » ». Et Louis Michel, ministre belge des affaires étrangères, a fait ce commentaire : « Nous le savons tous, encore que nous hésitions à le dire : c'est la relation transatlantique qui est également en jeu dans notre débat sur l'Irak »...

Début du débat public sur l'Irak à l'ONU

TOUS LES ÉTATS le souhaitant, membres ou non du Conseil de sécurité, allaient pouvoir se faire entendre, à partir du mardi 18 février, lors du débat public organisé, à New York, à l'initiative de l'Afrique du Sud, au nom du Mouvement des non-alignés. En fin de semaine, plus de 60 pays s'étaient déjà inscrits pour intervenir.

Le précédent débat public de cette nature sur l'Irak avait eu lieu les 16 et 17 octobre 2002, alors qu'étaient en cours d'intenses tractations diplomatiques qui ont abouti à l'adoption de la résolution 1441, le 8 novembre. Les débats publics ne sont suivis d'aucun vote. On s'attendait cependant que cette séance de prises de parole mette en évidence le caractère minoritaire de la position des Etats-Unis, comme celle du mois d'octobre, qui s'était transformée en un forum hostile au projet d'intervention militaire en Irak.

Selon un diplomate, l'ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, et son homologue britannique, Sir Jeremy Greenstock, se sont rencontrés, lundi, pour tenter d'arrêter une stratégie, après la réunion du vendredi 14 février au Conseil de sécurité, qui leur a été défavorable, et les nombreuses manifestations qui ont eu lieu pendant le week-end contre la guerre. Ces événements ont fait reculer, pour Washington, la perspective de faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution autorisant l'usage de la force. Un tel feu vert formel des Nations unies est cependant important pour la Grande-Bretagne et les autres pays européens qui soutiennent Washington.

Les représentants américain et britannique à l'ONU « ont évoqué les prochaines étapes de la tactique, y compris une résolution », a affirmé le diplomate. Aucun nouveau projet de résolution ne devrait cependant voir le jour avant la fin du débat public à New York, qui se prolongera mercredi. - (AFP.)